La Turquie entre stabilité et fragilité

Aurélien Denizeau

Dans Politique étrangère 2016/1 Printemps , pages 165 à 176
Éditions Institut français des relations internationales

ISSN 0032-342X
ISBN 9782365674836
DOI 10.3917/pe.161.0165
Date de mise en ligne : 02/03/2016

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-1-page-165?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

La Turquie entre stabilité et fragilité

Par **Aurélien Denizeau**

Aurélien Denizeau est doctorant en histoire et science politique. Ses travaux portent sur la géopolitique de la Turquie et sur l'histoire et la sociologie des mouvements islamistes turcs aux XX^e^ et XXI^e^ siècles.

Après la nette victoire de l'AKP aux législatives du 1er novembre 2015, la Turquie semble être entrée dans une phase de stabilisation politique. L'opposition, laminée, paraît incapable de remettre en cause la domination du président Erdogan et de son parti. Mais sous cette apparence de stabilité, des fractures sociales, politiques et identitaires se creusent dans le pays. Elles fragilisent la société turque et pourraient l'empêcher de relever les nombreux défis auxquels elle se trouve confrontée.

politique étrangère

Les élections législatives turques du 1er novembre 2015 ont débouché sur la victoire sans appel de l'AKP[1], parti au pouvoir depuis 2002. Elles semblent ainsi avoir mis fin à une séquence trouble de plus de deux ans au cours de laquelle la mainmise du parti sur le pays avait été remise en question. Plus encore que l'AKP, c'est son fondateur et leader, Recep Tayyip Erdogan, Premier ministre (2003-2014) puis président de la République (depuis 2014) qui avait alors vu son autorité contestée, voire menacée. Depuis le mouvement contestataire dit « de Gezi », en juin 2013, les oppositions au pouvoir turc et à son évolution conservatrice et autoritaire se multipliées. Et lorsque l'AKP avait perdu sa majorité absolue au Parlement, en juin 2015, beaucoup avaient prédit la fin de sa domination sans partage sur le pays et son affaiblissement progressif. Le triomphe de novembre a fait mentir ces pronostics.

Recep Tayyip Erdogan et son parti semblent avoir désormais les mains libres pour poursuivre leur œuvre de remodelage de la société turque dans les années à venir. Avec une confortable majorité au Parlement, une opposition faible et divisée, et sans échéance électorale majeure avant

1. Adalet ve Kalkinma Partisi [Parti de la justice et du développement]. D'inspiration islamique, économiquement libéral et socialement conservateur.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

2019, rien ne semble menacer leur pouvoir à court terme. La Turquie se dirige donc à première vue vers une législature plus calme que la précédente, en dépit d'un contexte régional particulièrement troublé. À l'image du grand voisin iranien, elle pourrait donc apparaître comme un pôle de stabilité dans un Moyen-Orient en pleine ébullition.

Mais cet équilibre est peut-être plus précaire qu'il n'y paraît. Et la stabilité interne que semble avoir retrouvée le pays depuis les élections de novembre pourrait n'être qu'un trompe-l'œil. Aussi large soit-elle, la victoire de l'AKP tient bien plus à la faiblesse et à la fragmentation de l'opposition qu'à une adhésion massive de la société turque à son projet. Le pays reste traversé par de profondes fractures politiques, identitaires et socio-économiques, qui le fragilisent durablement. Les dynamiques politiques qui se sont affirmées ces dernières années sont toujours présentes ; moins audibles depuis les élections de novembre, elles n'en travaillent pas moins profondément le pays, avec des conséquences difficilement prévisibles.

L'impressionnante résilience de l'AKP et de Recep Tayip Erdogan

L'illusion de stabilité que présente désormais la Turquie est essentiellement imputable à la domination réaffirmée du parti AKP et du président Erdogan. Avec presque 50 % des voix et une majorité absolue de 317 députés sur 550 sièges (contre 41 % et 258 députés en juin précédent)[2], le parti présidentiel a largement remporté les élections anticipées du 1er novembre, surprenant bon nombre d'observateurs. Il est vrai que depuis l'année 2013, l'AKP semblait plutôt connaître un début d'essoufflement.

Cette année-là, des protestations locales en vue de protéger le parc de Gezi, à Istanbul, prenaient rapidement de l'ampleur, se transformant en mouvement contestataire massif ; tout au long du mois de juin, des millions de jeunes investissaient les centres-villes, dénonçant pêle-mêle l'autoritarisme croissant du gouvernement, les atteintes à la laïcité et une politique de plus en plus conservatrice[3]. Erdogan, alors Premier ministre, était la cible principale des manifestants. Sa réaction violente au mouvement contestataire avait paru ébranler sa popularité, y compris dans son propre parti. Quelques mois plus tard, il rompait avec la puissante

2. Les résultats des élections du 1er novembre, province par province, et comparés à ceux du 7 juin, sont consultables sur le site internet du journal *Yeni Safak* disponible sur : <www.yenisafak.com>. Sauf mention contraire, tous les chiffres électoraux cités dans cet article sont tirés de cette infographie.

3. Sur le mouvement de Gezi, on recommandera G. Koc, *Another Brick in the Barricade: The Gezi Resistance and Its Aftermath*, Vienne, Wiener Verlag für Sozialforschung, 2015.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

confrérie de Fethullah Gülen, qui l'avait jusque-là soutenu sans faille. Cette rupture se traduisait par un affrontement fratricide larvé, des magistrats réputés proches de la confrérie mettant au jour des affaires de corruption dans l'entourage du Premier ministre[4]. Par ailleurs, le pays entrait dans une phase de ralentissement économique et de dégradation de sa situation sécuritaire, qui se poursuivait tout au long de 2014. Il est vrai que la victoire aux municipales de mars de l'AKP, puis l'élection dès le premier tour d'Erdogan au poste de président de la République, avec 51,79 % des voix[5], témoignaient déjà de la résilience du parti au pouvoir. Mais les élections législatives du 7 juin 2015 ont paru sanctionner son échec et marquer son irréversible déclin. Quoiqu'en tête avec plus de 40 % des voix, le parti perdait non seulement sa majorité parlementaire qualifiée des deux tiers – qui aurait permis au président Erdogan de réformer la Constitution à son goût –, mais aussi sa majorité absolue. Pour gouverner, l'AKP semblait condamné à s'allier avec l'un des trois autres partis entrés au Parlement, dans le cadre d'une coalition qui aurait affaibli son pouvoir.

Or, loin de s'arrêter à ce semi-échec, Recep Tayyip Erdogan et les cadres de l'AKP, dont son fidèle Premier ministre Ahmet Davutoglu, ont alors élaboré une nouvelle stratégie. Après un mois de négociations, les tentatives de coalition se sont en effet soldées par un échec : tous les partis d'opposition ayant fait de l'AKP leur ennemi prioritaire, aucun ne pouvait prendre le risque de gouverner avec lui. Après qu'Ahmet Davutoglu ait admis son échec à former une coalition, le président Erdogan a annoncé le 21 août des législatives anticipées pour le 1er novembre suivant. Comment le parti, dans cet intervalle de quelques mois, a-t-il pu enrayer son déclin et préparer un triomphe que bien peu d'observateurs prédisaient ?

Structurellement, sur le temps long, la sociologie de l'électorat turc explique la grande capacité de résistance de l'AKP. Le parti et ses dirigeants peuvent compter sur la fidélité d'un bloc électoral qui leur assure à chaque scrutin un seuil minimal de quelque 40 %. Hétérogène, ce bloc résulte de l'agrégat de groupes sociaux divers. Sa base est composée des classes populaires et moyennes inférieures sunnites, vivant en Anatolie et dans les quartiers modestes des grandes métropoles. Attachées aux traditions religieuses, elles voient en Recep Tayyip Erdogan l'un des leurs : « Un "homme brave", tenant tête aux grands de ce monde et pratiquant

4. J. Marcou, « Le gouvernement turc atteint par des affaires de corruption de grande ampleur », Observatoire de la Vie Politique Turque (OVIPOT), 18 décembre 2013, disponible sur : <http://ovipot.hypotheses.org>.
5. Résultats disponibles sur : <www.haberturk.com>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

scrupuleux[6].» Issu d'un quartier populaire d'Istanbul, le charismatique dirigeant de l'AKP leur offre l'occasion d'une revanche sociale sur ces élites kémalistes qui avaient tant paru les mépriser, elles et leur traditionalisme religieux. À cette base populaire conservatrice viennent s'ajouter de nouvelles élites économiques – qui d'ailleurs en sont souvent issues –, séduites par le modèle capitaliste mâtiné de valeurs religieuses que leur propose le parti au pouvoir. Cette base électorale importante et fidèle, dont aucun autre parti ne bénéficie, est une condition nécessaire mais pas suffisante de la victoire, comme l'a montré le semi-échec de juin 2015. Pour obtenir la majorité absolue des sièges, une conjoncture favorable et une stratégie adaptée étaient aussi requises.

Les événements de l'été 2015 ont justement offert à Erdogan l'occasion de reprendre la main, en récupérant une partie des électeurs qui lui avaient fait défaut. Le sanglant attentat de Suruç du 20 juillet, qui a tué une trentaine de jeunes militants pro-kurdes, a été l'occasion pour le gouvernement turc de relancer la «guerre contre le terrorisme[7]». Mais au lieu de cibler l'État islamique, pourtant soupçonné d'avoir un lien avec l'attentat, le président choisissait de reprendre les hostilités avec le PKK[8], qui venait de rompre les négociations de paix en assassinant deux policiers[9]. La spirale de violence qui s'en est suivie, marquée par des bombardements souvent aveugles de l'armée turque et des attentats du PKK, a eu pour conséquence d'ériger l'AKP en champion du camp nationaliste turc. En se présentant comme l'adversaire principal du PKK, Recep Tayyip Erdogan a séduit toute une frange de l'électorat nationaliste turc qui l'accusait jusqu'alors d'une certaine complaisance envers le séparatisme kurde. Par ailleurs, plus encore qu'en rempart contre le terrorisme, l'AKP s'est présenté comme garant de la stabilité du pays ; les violences ont été implicitement liées à l'absence de majorité absolue au Parlement, comme si elles en découlaient.

Le contexte de quasi-guerre civile a, de plus, permis au gouvernement turc de faire pression sur l'ensemble de ses adversaires. Le parti pro-kurde et libertaire HDP[10] en a été la principale victime, se voyant réduit au statut

6. A. Insel, *La Nouvelle Turquie d'Erdogan. Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, Paris, La Découverte, 2015, p. 166.
7. Q. Raverdy, «La Turquie entre en guerre contre l'État Islamique», *Le Point*, 24 juillet 2015.
8. Partiya Karkerên Kurdistan [Parti des Travailleurs du Kurdistan]. Fondé en 1978, le PKK est passé en 1984 à la lutte armée en vue d'obtenir l'indépendance des régions kurdes de Turquie. Considéré comme terroriste par la Turquie, mais également les États-Unis, le Canada et l'Union européenne, le PKK reste actif, malgré la capture de son chef en 1999.
9. AFP, «Turquie : le PKK revendique le meurtre de deux policiers suite à l'attentat de Suruc», *Le Parisien*, 22 juillet 2015.
10. Halkarin Demokratik Partisi [Parti démocratique des peuples], né en 2013 de la coalition de plusieurs partis de gauche et du parti pro-kurde BDP.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

de « vitrine politique du PKK[11] » par Erdogan et ses partisans – cette rhétorique remportant un certain succès dans l'électorat nationaliste turc. Le 10 octobre, un spectaculaire attentat frappait à Ankara une manifestation en faveur de la paix, soutenue par le HDP, faisant 102 morts et près de 500 blessés. Deux jours plus tard, le parti pro-kurde annonçait l'annulation de tous ses meetings de campagne pour des raisons de sécurité. D'autres opposants (réels ou supposés) au gouvernement se sont vus menacés : le 6 septembre, le quotidien *Hürriyet* a été la cible des jets de pierres de quelque 150 partisans de l'AKP, ces derniers lui reprochant d'avoir déformé des propos de Recep Tayyip Erdogan. Le 28 octobre, quatre jours avant le vote, la police turque prenait le contrôle du siège de deux chaînes de télévision réputées proches de la confrérie de Fethullah Gülen, après la décision de la justice de les mettre sous tutelle. Le scrutin lui-même n'a pas été exempt de violences et d'intimidations : les observateurs de l'OSCE ont, fait peu commun, produit un rapport très critique, faisant état de pressions sur les partis concurrents, en particulier le HDP, de problèmes de sécurité, et de non-respect de la liberté d'expression[12].

Erdogan séduit l'électorat nationaliste

La grande habileté de Recep Tayyip Erdogan a été, tout en maintenant ce climat délétère, de se mettre en retrait de la campagne. Conscient de la lassitude de l'opinion publique face à son hyperprésence et ses provocations répétées, il a laissé le Premier ministre Davutoglu mener l'essentiel de la campagne électorale. Cette humilité tactique l'a même conduit à un semi-*mea culpa* après l'attentat d'Ankara[13] – geste rare.

La résilience de l'AKP ne repose donc pas seulement sur la fidélité de son électorat traditionnel. Le parti a aussi su profiter des événements de l'été 2015 pour adopter une nouvelle stratégie, pour séduire l'électorat nationaliste et les électeurs en quête de stabilité. Stratégie qui s'est avérée largement payante puisqu'il a récupéré sa majorité absolue, avec 49,5 % des voix. Corollaire de cette victoire, la faiblesse des partis d'opposition s'avère particulièrement flagrante.

L'impasse stratégique des mouvements d'opposition

Alors même que tous concentraient leurs critiques sur l'AKP et la figure présidentielle, aucun des autres partis politiques turcs n'a su se construire une image d'opposant crédible. Bien davantage que celles de juin, les

11. M. Yetkin, « Slight Relief in AKP's Distress Over HDP », *Hurriyet Dailynews*, 27 août 2015.
12. Le rapport de l'OSCE, ses annexes et la conférence de presse qui a suivi les élections sont consultables sur le site de l'organisation, disponible sur : <www.osce.org>.
13. AFP, « Attentats en Turquie : Erdogan admet de probables "fautes" du pouvoir », *L'Express*, 13 octobre 2015.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

élections de novembre ont été pour ces partis un lourd échec. Héritier du parti fondé par Mustafa Kemal Atatürk (1923-1938) pour soutenir son action réformatrice, le CHP[14] semble être celui qui s'en sort le mieux, maintenant son score de juin et enregistrant même une très légère hausse (25,3 % des voix contre 25 % en juin, et deux députés supplémentaires). Les deux autres grands partis d'opposition accusent en revanche le choc. Le parti nationaliste MHP[15] chute de 16,3 % à 11,9 %, perdant la moitié de ses sièges (40 sur 80) de juin. Quant au parti pro-kurde, gauchiste et libertaire HDP, qui avait créé la surprise en intégrant le Parlement en juin (il lui fallait pour cela dépasser 10 % au niveau national, aucun parti pro-kurde n'ayant jusque-là pu passer ce barrage), il a également subi un recul sensible. Avec 10,8 % (contre 13,2 % en juin), il se maintient de justesse au Parlement, et n'a plus que 59 députés (80 en juin).

L'apparente stabilité du CHP ne doit pas faire illusion : s'il garde le soutien des électeurs de la côte ouest, de Thrace et des quartiers progressistes d'Istanbul et d'Ankara, fermement attachés à la République et sa laïcité, il peine à élargir son audience. Incapable de se faire entendre en Anatolie profonde (sans même parler du Sud-Est kurde, où il ne dépasse guère 3 % des voix), le parti n'a pas su trouver de projet alternatif à celui de l'AKP. En l'absence de programme mobilisateur, la seule possibilité pour le CHP de gouverner serait de s'associer à un autre parti d'opposition. Mais il fait alors face à un dur dilemme entre les deux partenaires possible, HDP ou MHP. Le premier choix serait risqué pour le CHP : en s'associant à un parti pro-kurde, il pourrait se voir accusé de trahison de l'idéal kémaliste par ses membres les plus orthodoxes[16]. Pire, l'AKP ne manquerait pas, *via* le HDP, de l'associer à la guérilla du PKK, un cauchemar pour le parti kémaliste… Mais le choix du MHP n'est guère plus tentant : en s'alliant avec ce parti nationaliste en déclin, le CHP pourrait décevoir la jeunesse progressiste qui le soutient, ainsi que les alévis, minorité religieuse hétérodoxe où il puise beaucoup de ses électeurs. Si le CHP, face à ces risques, se refuse à conclure une alliance, seul un projet novateur, porté par des cadres dynamiques, pourrait lui permettre d'élargir son audience. Le parti en semble encore loin.

Les kémalistes sans alliance possible

14. Cumhuriyet Halk Partisi [Parti républicain du peuple]. Il a pour emblème six flèches symbolisant les valeurs phares du kémalisme : la République, la laïcité, le nationalisme, le populisme, la révolution (légaliste) et l'étatisme.
15. Milliyetçi Hareket Partisi [Parti d'action nationaliste].
16. Une crainte exprimée par plusieurs militants du CHP lors d'entretiens avec l'auteur, menés à Istanbul du 27 octobre au 1er novembre 2015.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Le HDP, mené par le charismatique Selahattin Demirtas, qui s'était confronté à Erdogan à l'élection présidentielle de 2014, est aussi devant un dur dilemme : de nature duale, ce parti fondé en 2012 a attiré d'une part un électorat kurde attaché à sa spécificité culturelle et ses traditions, d'autre part une jeunesse contestataire et progressiste issue des milieux urbains. Cette polyvalence, qui a fait sa force en juin 2015, a en revanche montré ses limites en novembre. Accusé de soutenir le terrorisme, le parti a perdu beaucoup de ses électeurs turcs, qui soutenaient son programme libertaire mais restaient opposés au PKK et au séparatisme kurde[17]. D'autre part, l'engrenage de la violence a conduit certains militants kurdes à délaisser le combat politique au profit de la solution armée du PKK. En conséquence de quoi le HDP a reculé (parfois de plus de 10 %) dans toutes les régions kurdes. En l'absence de toute issue rapide au conflit entre la Turquie et le PKK, le HDP semble condamné à un choix difficile. S'il se concentre sur sa base kurde, il est assuré de conserver ses bastions du Sud-Est – mais au prix d'un discrédit croissant dans le reste du pays, et de se voir interdit sous prétexte de collusion avec le PKK. Inversement, s'il rompt ouvertement avec ce dernier, il peut espérer intégrer le champ politique turc et y incarner un pôle progressiste et libertaire – mais au risque de décevoir sa base électorale kurde.

Le parti nationaliste MHP est indéniablement le grand perdant du scrutin. Son électorat traditionnel se trouve notamment en périphérie des régions kurdes. Très hostile au PKK, et plus généralement à toute idée d'autonomie kurde, il reprochait au gouvernement turc ses concessions en la matière. Or, en se présentant comme chef de guerre face au PKK, Recep Tayyip Erdogan a su reconquérir cet électorat. Le MHP a paru dépassé par les événements, laissant l'AKP siphonner ses électeurs sans réagir. Par ailleurs, en refusant toute idée de coalition après les élections du 7 juin, le parti s'était isolé dans le champ politique. Son avenir politique semble désormais sombre, l'AKP et Erdogan ayant récupéré à leur profit sa rhétorique nationaliste. Sans dirigeant charismatique, sans projet vraiment distinct de celui de l'AKP, le MHP paraît condamné à une marginalisation progressive.

Aucun autre parti n'ayant réussi à émerger dans ces deux campagnes successives, certains observateurs imaginent une alternative à Recep Tayyip Erdogan au sein même de l'AKP. Bien des noms ont été présentés comme susceptibles de représenter un contre-pouvoir : d'Abdullah

17. On constate en particulier une chute de plus de 10 % du HDP dans la province de Tunceli, peuplée d'alévis, mais majoritairement non kurde, ainsi que dans les centres urbains. Cette baisse s'accompagne systématiquement d'une hausse du CHP, qui semble donc en avoir profité.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Gül, son prédécesseur à la présidence de la République (2007-2014), à Bülent Arinc, vice-Premier ministre depuis 2011, et qui avait critiqué la violente répression du mouvement de Gezi. Mais après l'éclatante victoire du 1er novembre, le président Erdogan, qui peut compter sur la fidélité sans faille de son Premier ministre Davutoglu, voit sa position renforcée. L'échec spectaculaire de Fethullah Gülen et de ses partisans, réputés tout puissants, à le faire chuter en 2013 et 2014, a rappelé sa solidité dans son propre camp, où de jeunes cadres fidèles lui assurent un soutien précieux.

Une société fracturée de toute part

La domination incontestée de l'AKP pourrait laisser penser que la société turque est en phase de stabilisation. En réalité, elle ne fait que geler des dynamiques de division qui continuent de travailler le pays. Politiques, religieuses et culturelles, ces fractures menacent aujourd'hui l'unité même de l'État-nation turc.

La première ligne de division est politique et oppose l'AKP au pouvoir à l'ensemble de ses opposants, eux-mêmes très fragmentés. Comme l'explique le politologue Ahmet Insel, la société turque partage une identité victimaire, due non pas à l'intervention d'une puissance étrangère, mais avant tout au ressenti de chaque groupe social qui se voit comme victime d'une autre partie de la société[18] : victime de l'État-nation kémaliste, de l'Armée et de ses coups d'État, des islamistes, etc. Dans ce contexte, l'AKP incarne un petit peuple musulman sunnite qui s'est toujours senti méprisé, rejeté et dominé par les élites kémalistes, civiles ou militaires. Plus que la volonté d'apaisement, c'est le sentiment de revanche qui domine ce corps social désormais majoritaire dans le pays, et décidé à marginaliser ses adversaires de la même façon que ces derniers l'avaient maintenu à l'écart. Pour ce faire, l'AKP dispose de l'arme redoutable de la majorité électorale, qui lui permet de se présenter comme seul représentant légitime du peuple et de discréditer ses adversaires politiques. L'idée sous-jacente selon laquelle critiquer l'AKP ou le président Erdogan reviendrait à remettre en cause la démocratie turque justifie tous les excès contre les opposants.

Dans ce climat, aggravé par la reprise des hostilités avec le PKK, les coups portés à l'opposition se sont faits plus rudes. La campagne électorale de novembre 2015 a vu s'intensifier les pressions sur les partis rivaux de l'AKP, en particulier le HDP, menacé de procès à plusieurs reprises. La liberté de la presse paraît également de plus en plus menacée ; le

18. A. Insel, *op. cit*., p. 180-181.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

1er octobre, Ahmet Hankan, éditorialiste au journal *Hürriyet*, a été agressé et passé à tabac par des militants proches de l'AKP[19]. Et le 26 novembre, Can Dündar et Erdem Gül, journalistes du quotidien *Cumhuriyet*, ont été arrêtés pour avoir révélé une possible livraison d'armes des services secrets turcs à l'État islamique. Cette violence n'est du reste pas le propre de l'AKP. Durant les campagnes électorales de 2015, les principaux partis d'opposition ont affiché une position très dure envers l'AKP. Certains responsables ont notamment promis de faire juger Recep Tayyip Erdogan s'il venait à perdre le pouvoir[20], perspective qui n'a pu que renforcer la détermination de ce dernier à vaincre ses opposants à tout prix. Si ce climat délétère ne s'apaise pas, les campagnes électorales de 2019 (législatives et municipales) pourraient atteindre un niveau de violence supérieur à celui de 2015.

À ces tensions politiques croissantes se superpose la question religieuse. Les kémalistes orthodoxes, en particulier parmi la jeunesse des grandes villes, voient avec inquiétude l'AKP remettre en cause la laïcité turque, avec le soutien de la majorité sunnite conservatrice. Les entailles à la tradition laïque du pays se sont multipliées ces dernières années : autorisation du voile à l'université en 2008, puis au lycée en 2014, fondation d'écoles religieuses *imam hatip*[21] en 2010, restriction de la vente d'alcool et entrée de députées voilées au Parlement en 2013, etc. Sur le long terme, les laïques craignent une réislamisation non seulement du pays, mais également de ses institutions politiques. Une perspective qui inquiète particulièrement les alévis. Issue d'un syncrétisme combinant des éléments chrétiens et zoroastriens aux traditions islamiques chiites, cette minorité religieuse craint avant tout de se voir assimilée à la majorité sunnite. Le 2 janvier 2016, Mehmet Görmez, responsable du Diyanet, l'institution chargée des affaires religieuses de Turquie, a déclaré ne pas considérer les *cemevi*, lieux de culte alévis, comme équivalant aux mosquées. Cette déclaration a suscité la colère des alévis turcs, qui craignent d'être considérés comme des citoyens de seconde zone[22].

La question religieuse et l'identitarisme kurde

19. C. Dündar, « En Turquie, Erdogan muselle la presse », *Le Monde*, 10 janvier 2016.
20. U. Erdem, « MHP lideri Bahçeli : Erdogan'ı Yüce Divan'a gönderirim » [Bahçeli, chef du MHP : « j'enverrai Erdogan à la Cour suprême »], *Hürriyet*, 8 mai 2015. « CHP'li Fikri Saglar Erdogan hakkında Yüce Divan önergesi hazırladı » [Fikri Saglar, du CHP, a préparé une motion pour la Cour suprême s'appliquant à Erdogan], *Demokrat Haber*, 10 juin 2015.
21. Originellement destinées à former les cadres religieux, ces écoles dispensent un enseignement mixte, 10 des 40 heures de cours hebdomadaires étant consacrées à l'étude de l'islam.
22. IHA, « Alevi derneklerinden Mehmet Görmez hakkinda suç duyrusu » [Dépôt de plainte des associations alévies contre Mehmet Görmez], *Milliyet*, 7 janvier 2016.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

La fracture identitaire la plus marquée est toutefois celle qui oppose les militants kurdes, qui souhaitent une reconnaissance culturelle et une autonomie administrative, à l'État turc attaché à son unité. Parlant une langue indo-iranienne proche du persan, et représentant de 15 % à 25 % de la population du pays, les Kurdes y ont longtemps été marginalisés. Dans les années 2000, l'AKP avait lancé une politique d'ouverture leur accordant un certain nombre de droits culturels spécifiques[23]. Le gouvernement turc s'était aussi lancé en 2012 dans des négociations de paix avec le PKK, groupe armé réclamant l'autonomie politique de la région. Mais les espoirs soulevés de part et d'autre ont été rapidement déçus. En refusant d'intervenir pour aider la petite ville kurde syrienne de Kobané, assiégée par les djihadistes de l'État islamique de septembre 2014 à janvier 2015, le gouvernement turc a considérablement dégradé son image auprès de l'opinion publique kurde. En réalité, depuis septembre 2013, les pourparlers de paix avaient été suspendus par le PKK, avant que la trêve ne vole en éclat fin juillet. De violents affrontements s'en sont suivis, de nombreux civils payant de leur vie les bombardements de l'armée turque ou les attentats du PKK. Le grand perdant de cette séquence a été le HDP, qui proposait aux militants kurdes une alternative politique et pacifique que la reprise des violences a discréditée. Pour certains commentateurs locaux, le parti pro-kurde a été victime d'une alliance objective entre l'AKP et le PKK, ni l'un ni l'autre n'ayant intérêt à le voir émerger comme force alternative de proposition, chacun préférant au contraire maintenir un climat de violence pour mobiliser leurs partisans respectifs[24]. Dans ces conditions, l'engrenage de la violence au Sud-Est du pays semble bien difficile à arrêter.

Une Turquie fragile face à des défis de taille

La Turquie est donc affaiblie par des fractures multiples, qui limitent sa capacité à répondre aux nombreux défis qu'il lui faudra affronter dans les prochaines années. Le problème du retour à la paix civile sera le plus difficile à résoudre. L'AKP est désormais pleinement engagé dans la lutte contre le PKK, qui peut de son côté compter sur le soutien de sa branche syrienne (le PYD[25]), et se replier à loisir dans les territoires dévastés du nord de l'Irak et de la Syrie. Sans règlement politique en vue, les années à venir risquent d'être marquées par une dangereuse intensification de la violence dans les régions kurdes. Ce contexte de quasi-guerre civile n'est

23. J. Marcou, « La politique kurde de l'AKP : chimère ou réalité ? », *Moyen-Orient*, n° 26 (avril-juin 2015), p. 40-45.
24. Ainsi le quotidien *Taraf* titrait-il, le 2 novembre 2015, au lendemain des élections : « AKP ve PKK, HDP'nin burnunu sürttü » [L'AKP et le PKK ont cassé le nez du HDP].
25. Partiya Yekîtiya Demokrat en kurde [Parti de l'union démocratique]. Disposant d'une milice armée, ce mouvement frère du PKK contrôle le nord de la Syrie, où il est engagé depuis 2014 dans la lutte contre l'État islamique.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

pas propre à apaiser les tensions. Il pourrait au contraire servir de prétexte au gouvernement turc pour intensifier la pression sur ses opposants.

Les options du pays sont limitées. La reprise des négociations avec le PKK semble hautement improbable à court terme. Restent donc, au mieux l'hypothèse d'un lent pourrissement de la situation, entrecoupé de crises sporadiques, au pire celle d'une nouvelle explosion de violence qui pourrait affaiblir durablement la Turquie et réduire ses ambitions internationales.

Les menaces externes constituent un autre défi de taille pour le gouvernement turc. En choisissant d'abattre un avion de chasse russe qui avait survolé son territoire, le 24 novembre 2015, il a pris le risque d'ouvrir une grave crise avec Moscou. Nouveau camouflet le 5 décembre, lorsque l'Irak a sommé Ankara de retirer ses troupes de son territoire. Pour éviter de se retrouver totalement isolée, la Turquie s'est cherché de nouveaux partenaires. Tout en resserrant ses liens avec le Qatar, susceptible de remplacer la Russie comme fournisseur de gaz[26], elle a opéré une spectaculaire réconciliation avec Israël, menée directement par Erdogan[27]. La position régionale turque n'en reste pas moins très affaiblie. En plus d'un isolement croissant, le pays doit faire face aux menaces terroristes extérieures. Le 12 janvier 2016, un attentat-suicide, attribué par le gouvernement à l'État islamique, a frappé Sultanahmet, cœur historique et touristique d'Istanbul, tuant 10 touristes allemands[28]. Outre la sécurité des citoyens turcs, c'est désormais l'économie touristique qui se voit menacée par le terrorisme.

Il ne faut pas négliger non plus le facteur économique et social. Si la Turquie ne connaît pas encore de crise aiguë, elle n'en fait pas moins face à un ralentissement de sa croissance, qui pourrait avoir à terme des conséquences déstabilisantes. Le printemps 2015 a été marqué par les grèves des salariés turcs des usines automobiles Renault et Fiat, à Bursa ; l'AKP n'est pas à l'abri de contestations sociales massives. Par ailleurs, et de l'aveu même de Mehmet Simsek, vice-Premier ministre en charge de l'économie, les sanctions prises par la Russie après la destruction de son avion (interdiction aux employeurs russes d'embaucher des travailleurs turcs, restrictions sur les importations...) pourraient coûter jusqu'à 9 milliards de dollars à la Turquie[29]. La situation économique du pays demeure

26. Agence Anadolu, « Turquie-Qatar : Accord à long terme sur l'achat de gaz liquide », 2 décembre 2015, disponible sur : <http://aa.com.tr>.
27. « Erdogan: Israil'le iliskilerimiz normallesmeli » [Erdogan : nos relations avec Israël doivent être normalisées], *Zaman*, 15 décembre 2015.
28. AFP, « Après l'attentat d'Istanbul, la Turquie pilonne l'EI », *Le Monde*, 14 janvier 2016.
29. « Mehmet Simsek: Rusya Ile Iliskileri Kesmenin Maliyeti 9 Milyar Dolar » [Mehmet Simsek : le coût de la rupture des relations avec la Russie est de 9 milliards de dollars], *Finans Haberler*, 8 décembre 2015.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 23/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

donc précaire, et l'AKP pourrait avoir à gérer d'importantes crises sociales s'il n'arrive pas à relancer la croissance.

Les défis que la Turquie doit relever sont loin d'être insurmontables. Mais le pays n'est pas aussi bien armé pour y faire face qu'on pourrait le penser. Enivré par son énième succès, l'AKP semble plus soucieux de renforcer sa domination sur la société turque que de résorber les fractures qui la traversent et l'affaiblissent. Si cette stratégie s'est avérée jusque-là payante pour le parti au pouvoir, elle n'aidera guère le pays à retrouver la paix civile, une économie florissante et un rôle régional à la hauteur de ses ambitions. Engagée dans une dynamique de renforcement du pouvoir et de marginalisation de l'opposition, la Turquie n'en est que plus vulnérable aux périls qui pèsent sur sa sécurité, son modèle économique et, plus grave, son intégrité nationale.

PE

Mots clés
Turquie
Élections législatives
AKP
Kurdes